



CREER VOTRE ENTREPRISE AUX ÉTATS-UNIS

Aider les entreprises étrangères à profiter des opportunités du marché américain.

GUIDE SUR LA CRÉATION D'ENTREPRISE AUX ÉTATS-UNIS

Anticiper et planifier les besoins en matière de développement à l'international constitue un défi pour la plupart des entreprises et leurs dirigeants. Chez RSM, les compétences du réseau mondial sont à la hauteur de notre engagement à fournir une attention et des services personnalisés à nos clients.

Entrer sur le marché américain sans planification sérieuse ni anticipation dans la mise en œuvre peut conduire à des déceptions sur le retour sur investissement. RSM aux États-Unis dispose de l'expérience, de la méthodologie et des relations pour vous aider à traiter les complexités induites par votre développement sur le continent américain. Nous disposons d'équipes dédiées pour assister les entreprises à maximiser le retour sur investissement, à réduire les risques et les inconnues tout en identifiant les opportunités.

Création d'entreprise

Il n'existe aucune loi nationale sur la création d'entreprise aux États-Unis. Les entités sont créées sous le régime légal de l'un des cinquante états ou de celui du district de Columbia. Le choix concernant la juridiction et le type d'entreprise relèvent de celui qui crée l'entreprise.

Choix d'entité

La différence entre les États-Unis et de nombreux autres pays réside dans l'éventail important de formes d'entreprise disponibles. Mais en dépit de ce vaste éventail de choix, la plupart des entreprises étrangères s'établissent aux États-Unis comme *société commerciale*.

En raison de certaines conséquences fiscales négatives, la société à responsabilité limitée (LLC; limited liability company), une autre forme d'entreprise populaire auprès des entreprises américaines, n'est généralement pas recommandée pour les propriétaires étrangers.

Si vos avocats recommandent de recourir à une LLC, ce peut être par ignorance des conséquences fiscales négatives pouvant résulter de la détention d'une LLC par une entreprise dont le siège social est à l'étranger.

Choix de juridiction

Une entreprise peut être constituée dans n'importe quel état, indépendamment du fait qu'elle y ait des opérations ou non. Cependant, les entreprises sont habituellement constituées dans l'état où leurs opérations principales se situent, ou dans un état ayant

des réglementations sur les entreprises plus favorables. L'état du Delaware est la plus populaire de ces juridictions, avec un droit commercial perçu comme favorable aux entreprises.

Il est préférable que les décisions relatives au choix de l'entité et de la juridiction soient prises avec les conseils d'un fiscaliste et d'un avocat américains, habitués à collaborer avec des entreprises basées à l'étranger.

Obligations générales

Les obligations pour la constitution d'entreprise peuvent varier d'un état à l'autre, néanmoins, la constitution en elle-même est habituellement simple, rapide et relativement peu coûteuse aux États-Unis. Les principes suivants s'appliquent généralement :

- La constitution de l'entreprise peut être réalisée très rapidement. Si nécessaire, le service rapide peut permettre la constitution de l'entreprise en à peine un jour.
- Les frais de dépôt et les taxes à payer pour la constitution varient d'un état à l'autre. Ils sont inférieurs à 500 USD.
- Le capital d'apport minimum est de 1.000 USD.
- Une entreprise peut n'avoir qu'un seul actionnaire, qui peut être une personne morale.
- Les entreprises ont un conseil d'administration et des dirigeants. Les entreprises peuvent n'avoir qu'un directeur. De façon générale, les actionnaires, les directeurs et les dirigeants peuvent être citoyens et résidents étrangers.
- Les entreprises doivent avoir un agent enregistré situé dans l'état où l'entreprise est constituée. Il peut s'agir d'un gestionnaire résidant (citoyen étranger ou américain), d'un avocat ou d'une société de services aux entreprises disposant de bureaux dans l'état.
- Les entreprises doivent déposer un rapport annuel et régler un droit annuel (franchise tax). Les informations sur le rapport annuel se limitent habituellement au nom et à l'adresse de l'entreprise, au nom et à l'adresse de l'agent enregistré, et aux noms et adresses des directeurs et dirigeants. Le rapport est déposé auprès du secrétaire d'état et de l'état de constitution de l'entreprise, et les informations sont publiques.
- Excepté dans le cas des entreprises cotées et des entreprises opérant dans certains secteurs réglementés, tels que le secteur bancaire, il n'existe aucune obligation d'audit, ni de dépôt public des informations financières d'une entreprise.

Enregistrement fiscal

Il est requis des nouvelles entreprises de s'enregistrer auprès de l'Internal Revenue Service (IRS ; administration fiscale américaine) et auprès de l'administration fiscale des états dans lesquels l'entreprise est constituée ou a des activités.

L'IRS fournit à l'entreprise un numéro d'identification d'employeur fédéral (FEIN ; Federal Employer Identification Number) qui est utilisé à des fins d'imposition étatique et fédérale. Ce processus peut habituellement être effectué électroniquement en un jour ou moins.

En fonction de l'état où les opérations sont basées, d'autres enregistrements peuvent être requis. Un conseil juridique américain peut fournir les détails complets.

Autres enregistrements

En fonction de la nature de l'entreprise, d'autres enregistrements fédéraux et étatiques peuvent être exigés. Un conseiller juridique est nécessaire afin de le déterminer.

Impôts fédéraux

Les entreprises opérant aux États-Unis seront généralement assujetties à l'impôt sur les bénéfices aux USA. Certains paiements à la société mère étrangère peuvent être soumis à une retenue à la source.

Si une entreprise a des employés, elle sera également soumise à des règles strictes de prélèvements fiscaux (fédéral et états), en lien avec les salaires de ses employés. Des taxes directes sur les salaires pour la sécurité sociale et Medicare (assurance-santé) seront également prélevées. L'effet des impôts fédéraux américains sur l'imposition totale d'une entreprise peut dépendre de l'existence ou non d'une convention fiscale entre le pays d'origine et les États-Unis.

Impôts et taxes, et réglementations d'état

La plupart des entreprises étrangères s'installant aux États-Unis sont étonnées par l'importance et le manque d'uniformité entre impôts/taxes locales et étatiques. Ces impôts prennent trois formes principales et peuvent varier de manière significative d'un état à l'autre. Quelques états visent à être *favorables aux entreprises* et proposent les régimes fiscaux les plus intéressants. Les impôts et taxes des états ne sont généralement pas couverts par les conventions fiscales internationales.

- Impôt sur le revenu des personnes physiques et impôt sur les bénéfiques. De nombreux états disposent d'une certaine forme d'impôt sur le revenu des personnes physiques et d'impôt sur les bénéfiques. Les taux peuvent varier sensiblement. Quelques états n'ont aucun impôt sur le revenu et peuvent constituer des choix attractifs.
- Taxe de vente. De nombreux états imposent une taxe sur la vente de biens (produits et marchandises) au détail. À la différence des taxes sur la valeur ajoutée connues dans une grande partie du monde, la taxe de vente ne s'applique pas habituellement à l'échange de biens avant la vente finale.
- Taxe foncière. Cette taxe est prélevée auprès des propriétaires de biens fonciers, et est employée pour financer des écoles publiques et les activités du gouvernement local. Dans quelques juridictions, la taxe est extrêmement élevée, et peut considérablement affecter les dépenses d'une entreprise, indépendamment du fait que l'entreprise possède ou loue.

Sécurité sociale et prestations sociales des employés

La sécurité sociale aux États-Unis est différente des programmes sociaux existant dans de nombreux autres pays. Le programme ne fournit pas d'assurance maladie ou autre prestation similaire aux employés. Au lieu de cela, il s'agit d'un programme de retraite par répartition et d'assurance maladie pour les personnes âgées et handicapées, financé par les contributions obligatoires des employeurs et employés.

La plupart des états disposent de programmes d'assurance chômage, d'assurance maladie et accidents de travail, financés par les employeurs.

À la différence de nombreux autres pays, il n'existe aucune exigence de protection en matière de soins de santé, handicap ou de congés payés. Néanmoins, la plupart des employeurs financent des programmes volontaires afin de fournir aux employés ces prestations sociales courantes.

Incitations aux investissements étrangers

Il n'existe aucun programme incitatif national pour attirer des investissements étrangers directs. De nombreux états offrent des incitations pour des investissements majeurs qui créeront des emplois et s'ajouteront à la base imposable. Ces incitations prennent la forme d'exonération de taxe foncière, d'améliorations d'infrastructure, de formation professionnelle, et autres mesures similaires.

Contacts :

French desk – Rémi Forgeas – remi.forgeas@rsmus.com (New York)

US desk – Stéphane Marie – stephane.marie@rsmfrance.fr (Paris)

www.rsmus.com - www.rsmfrance.fr

Ce document contient des informations générales, pouvant se fonder sur des autorités sujettes à changement, et ne constitue pas un substitut à des conseils ou services professionnels. Ce document ne constitue pas un conseil en matière d'audit, de fiscalité, de consultation, commercial, financier, en matière d'investissement, légal ou tout autre conseil professionnel, et vous devez consulter un conseiller professionnel qualifié avant de prendre une quelconque mesure basée sur les informations fournies ci-dessus. RSM US LLP, ses filiales et entités associées ne sont responsables d'aucune perte résultant ou en rapport avec la confiance en ce document par quiconque. Les règles de l'Internal Revenue Service (IRS ; administration fiscale américaine) requièrent que nous vous informions que cette communication peut être considérée comme une sollicitation pour la fourniture de services fiscaux. Cette communication est envoyée aux individus ayant souscrit afin de la recevoir ou aux individus que nous pensons pouvoir être intéressés par les sujets discutés.

RSM US LLP est une société à responsabilité limitée et le membre américain de RSM International, un réseau mondial de sociétés d'audit, de droit fiscal et d'experts-conseils indépendantes. Les entreprises membres de RSM International collaborent afin de fournir des services à des clients dans le monde, mais sont des entités juridiques séparées et distinctes sans obligation mutuelle. Chaque entreprise membre est uniquement responsable de ses propres actions et omissions, et non de celles d'une quelconque autre partie. Visitez rsmus.com/aboutus pour plus d'informations concernant RSM US LLP et RSM International.

RSM® et le logo de RSM sont des marques déposées de RSM International Association. *The power of being understood*® est une marque déposée de RSM US LLP.

